

Paris, le 28 mars 2008

COMMUNIQUE DE PRESSE
de Claudy LEBRETON, Président de l'ADF

Déficit public : chacun doit assumer sa gestion

Eric WOERTH, Ministre du Budget et des comptes publics, annonce ce jour que le déficit public pour 2007 va finalement s'élever à 2,7% du PIB, et que ce déficit est à imputer aux dérapages des budgets locaux.

Qu'en est-il exactement ?

Le Ministre, et plus largement le Gouvernement, annonçait en janvier que ce déficit était contenu à 2,4% du PIB. Il change d'avis aujourd'hui, s'appuyant sur de nouveaux chiffres de l'INSEE.

Mais l'INSEE constate qu'il convient de prendre en compte un déficit des « organismes divers d'administration centrale » qui augmente de 13,1 milliards d'euros ! La débudgétisation rattrape le Gouvernement ...

L'Union européenne s'apprête à adresser à la France une lettre d'avertissement sur le sujet, et il faut trouver des coupables.

Les coupables seraient donc les collectivités territoriales.

En réalité, les collectivités territoriales, en 2007, ont équilibré leurs budgets de fonctionnement, malgré l'impact des transferts de compétences non compensés financièrement par l'Etat. Elles ont pour autant continué à investir et représentent aujourd'hui plus de 70% des investissements publics de la Nation, et donc des conditions de la croissance à long terme.

Les collectivités territoriales ont de plus maîtrisé leur endettement, qui ne s'élève en 2007 qu'à 135 milliards d'euros, contre plus de 1.200 milliards pour l'Etat. Elles ne lèvent d'ailleurs pas toujours les emprunts qu'elles prévoient en début d'exercice.

Par conséquent, il n'y a pas lieu d'impliquer les collectivités locales dans l'aggravation des déficits publics.

Il n'y a pas de responsabilité à partager.

L'autre problème est que les responsables du gouvernement n'évoquent dans cette mauvaise querelle que la question des dépenses. Or, il faut parler de recettes des collectivités. Aujourd'hui, le système fiscal est obsolète.

Il faut totalement le réformer. Surtout, le Gouvernement, en stigmatisant les collectivités territoriales, veut bien sûr désigner un coupable et se défaire, mais surtout les prévenir qu'il ne leur versera plus les dotations qu'il leur doit au même niveau que les années antérieures, puisque « les caisses sont vides ».

Le désendettement de la France est l'affaire du Gouvernement.
Chacun doit tenir son budget, chacun doit assumer ses responsabilités.
Chacun fait des promesses et doit les tenir.

Les caisses sont vides parce que le Gouvernement a notamment choisi de renoncer à 15 milliards d'euros de marges de manœuvre dans le paquet fiscal dès le mois de juillet dernier. Ce sont ces milliards qui lui manquent aujourd'hui pour affronter une dégradation prévisible de la situation économique.

Contact : Valérie Bonnet
Valerie.bonnet@departement.org
Tél. : 01 45 49 60 20